Mardi 26 juin 1979 – No 1 119

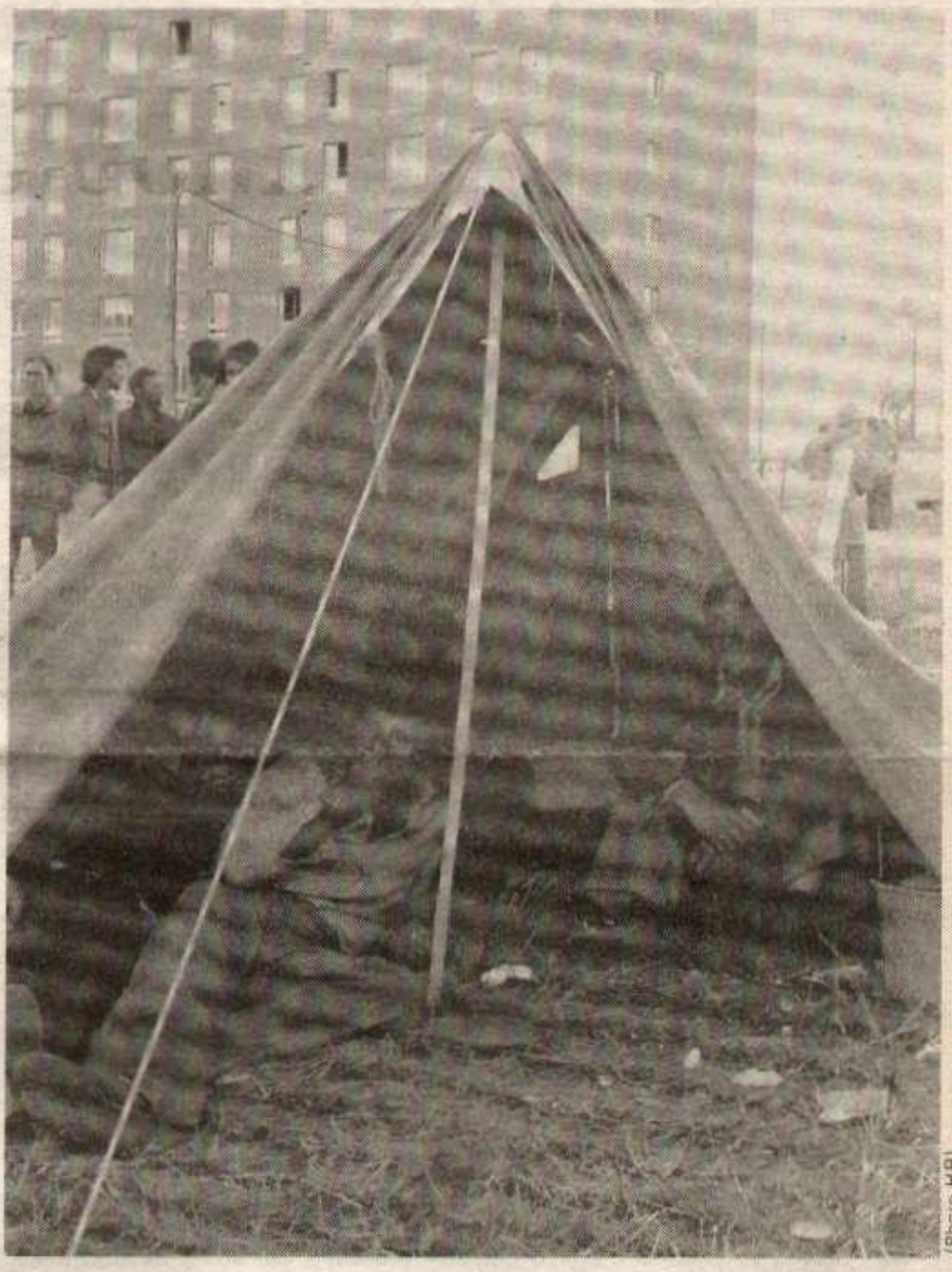
BP 201 75926 Paris Cédex 19. CCP 30 226 72 D La Source. 1,70 F

l'humanité rouge

Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

FOYERS SONACOTRA DE GARGES-LES-GONESSE, THIONVILLE ET VITRY-SUR-ORNE

CRS hors des foyers !



(Photo HR)

4 jours après l'intervention policière, les résidents expulsés campent devant le foyer. Il faut développer la solidarité autour d'eux; ils doivent réintégrer leur foyer !

Voir page 3

Reconnaissance du Comité de coordination !

VOILA quatre jours maintenant que le pouvoir a mené son coup de force contre les résidents du foyer Sonacotra de Garges-les-Gonesse. Coup de force contre les résidents de ce foyer ; coup de force surtout contre tous les résidents en grève pour des conditions de logement décentes, à un prix décent avec le minimum de droits démocratiques, coup de force contre le Comité de coordination qui conduit cette lutte depuis plus de quatre ans.

Coup de force en fait contre toute la classe ouvrière dont toute une partie (nos frères immigrés) se voient livrés à l'arbitraire policier par toutes les lois scélérates mises en place par le gouvernement...

Voilà quatre jours aussi que les résidents campent devant le foyer, à quelques pas des cordons de CRS, en armes, qui ont investi et vidé le foyer et ont saccagé au passage des voitures de résidents et l'intérieur même du foyer. Une riposte à la hauteur du coup porté. Beaucoup de travailleurs sont venus durant le week-end, de nombreux syndicalistes. C'est une riposte qui doit encore s'amplifier.

Un des enjeux de la bataille, et non des moindres, est la reconnaissance du Comité de coordination. Tous les mensonges, tous les silences, les intimidations, les menaces, les expulsions n'en sont pas venus à bout. Son existence, bien réelle, s'affirme encore dans cette phase de la lutte.

Seul, un esprit de chapelle tout à fait nuisible à la lutte elle-même, à l'unité français-immigrés, peuvent expliquer que l'attitude des dirigeants du PCF et du PS, des grandes centrales syndicales reste négative à ce sujet. C'est une grave entrave au développement de la solidarité et cette entrave doit être levée.

Les progrès réalisés dans ce sens, du fait de la longue lutte des résidents avec le Comité de coordination sont déjà sensibles, dans les syndicats (à la CFDT par exemple au niveau de la métallurgie parisienne). Au niveau aussi des grands moyens d'information, le Comité de coordination a pu s'exprimer en tant que tel dans une récente émission de la série *Mosaïque*, face à Stoléru, et au PDG de la Sonacotra, dimanche soir à TF1, à propos de Garges-les-Gonesse.

Il faut aller plus loin. Le développement du rapport de force en dépend largement.

- *Reconnaissance du Comité de coordination ;*
- *Sonacotra cédera ;*
- *Les résidents vaincront.*

Gilles CARPENTIER

«L'Humanité» et les réfugiés vietnamiens

BIEN difficile, pour *L'Humanité*, de donner le minimum d'explications sur le départ massif de réfugiés hors du Vietnam. Il n'y en a qu'une seule pour l'organe central du PCF, elle fait le titre de l'article concernant ce drame : « Les ravages du dollar » ! Selon *L'Humanité* une partie non négligeable de la population vivait des miettes d'un gâteau de centaines de milliers de dollars ; la pompe aux dollars brusquement désamorcée, fini la voiture, le climatiseur, la chaîne stéréo. Et *L'Humanité* de conclure que c'est avant tout cette situation économique difficile que fuient actuellement les réfugiés.

Nous voudrions demander à *l'Humanité* et aussi à tous ses lecteurs, aux militants du PCF : est-ce une situation économique meilleure que retrouvent ces réfugiés dans ces frêles embarcations où ils périssent en grand nombre, dans des camps du genre de Poulo Bidong ? Ils doivent, de plus, payer fort cher et, on le sait maintenant, c'est le gouvernement vietnamien et l'URSS à laquelle il paie ainsi les armes qu'il achète, qui profitent de ce trafic.

Quant à la pompe à dollars, elle est coupée depuis près de cinq ans. Les premières grandes vagues de réfugiés sont celles que les autorités vietnamiennes ont refoulé vers la Chine : des dizaines de milliers de Vietnamiens d'origine chinoise !

Les autres vagues ont suivi et se sont amplifiées au rythme de l'engagement de plus en plus profond du Vietnam dans la politique d'agression qui chasse aujourd'hui des réfugiés hors du Laos et hors du Cambodge, et sous la coupe de Brejnev.

L'Humanité cachera-t-elle longtemps ces raisons qui, en donnant du socialisme une image plus que repoussante, peut en effet détourner du socialismeet du communisme des travailleurs honnêtes.

Dans le prolongement de ces positions insoutenables de l'*Humanité*, l'appel de la direction confédérale de la CGT à soutenir le gouvernement vietnamien, pourtant responsable au premier chef du drame des réfugiés, est une prise de position fort grave qui doit susciter la réaction de tous les militants de ce syndicat.

G.C.

Non au racisme d'Etat ! Liberté, égalité, fraternité pour tous !

Marche silencieuse

De Port Royal
(Fontaine des Quatre parties du monde)
au Sénat (Place de l'Odéon)
Le lundi 25 juin à 18 heures

Cette manifestation est organisée par le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), 120, rue de Saint-Denis – 75002. Paris, tél : 233.09.57.

ALLEMAGNE DE L'EST

Le pouvoir contre les écrivains

Neuf écrivains exlus de l'Association des écrivains ; deux condamnés à une forte amende pour avoir publié un livre à l'Ouest. Le pouvoir est-allemand se déchaine à nouveau contre ceux qui n'approuvent pas toutes les mesures répressives qu'il prend. Mais au rythme où cela va, il n'y aura plus un seul écrivain de renom autorisé en Allemagne de l'Est.

DEBUT mai, l'écrivain Stefan Heym était inculpé d'« infraction au réglement sur les devises » nouvellement instauré : il avait fait paraître à l'Ouest un roman que les autorités est-allemandes avaient refusé. Le 16 mai, plusieurs écrivains écrivaient au chef de l'Etat pour protester contre cette mesure.

Le 8 juin, le pouvoir a contre-attaqué : il a fait exclure Stefan Heym et huit autres écrivains de l'Association des écrivains. Cela équivaut de fait à une interdiction d'écrire. Sans doute le pouvoir veut-il les pousser ainsi à choisir le chemin de l'exil.

SECONDE VAGUE

Ce n'est pas la première fois que le pouvoir s'en prend aux écrivains critiques. Après l'expulsion du chanteur Wolf Biermann (« *La Harpe de barbelés* » « *Ainsi soit-il et ça ira* ») il avait contraint à l'exil une première vague d'écrivains de talent, dont Reiner Kunze (« *Les Années merveilleuses* ») et Jürgen Fuchs (« *Souvenirs d'interrogatoires* ». On en est maintenant à la seconde vague...

Que reste-t-il de la littérature est-allemande en Allemagne de l'Est ? La plupart des meilleurs écrivains y sont interdits. Quant à ceux qui restent, certains sont aussi connus pour leur attitude critique, par exemple Stefan Hermlin ou Christa Wolf. Le seul fidèle du régime est le président de l'Association des écrivains, Hermann Kant (« *L'Amphithéâtre* »), qui a accepté la basse besogne de diffamer ses collègues (« *des minables* ») et de les faire exclure.

Jean SCHUBERT

Que lire de la littérature est-allemande ?

Wolf Biermann : La Harpe de barbelés (poèmes et chansons) . . . . . 11 F

Ainsi soit-il et ça ira (poèmes et chansons) . . 50 F

Jürgen Fuchs: Souvenirs d'interrogatoires. Avec des chansons de Gerulf Panach . . . . . 34 F

Reiner Kunze : Les années merveilleuses

Disponibles à la Librairie les Herbes sauvages 70, rue de Belleville 75020 Paris

10 000 marks d'amende pour Havemann

LE professeur Havemann, figure de proue de l'opposition est-allemande, a été condamné à 10 000 marks d'amende (2 500 000 centimes) pour avoir fait paraitre un livre à l'Ouest et avoir ainsi enfreint les « *règlements sur les devises* ».

Les autorités est-allemandes avaient refusé à Maitre Gimbernat, avocat espagnol, le droit d'assurer la défense de Havemann qui a donc dû se défendre seul.

Une centaine de jeunes se sont réunis à la sortie du tribunal pour apporter leur soutien à Havemann. « *La jeunesse vous soutient !* », « *Vive Havemann !* » ont-ils scandé.

J. S.

Rudolph Bahro : «L'alternative»

IL y a bientôt un an, Rudolf Bahro était condamné à huit ans de prison au terme d'un procès à huis clos en Allemagne de l'Est. On l'accusait d'avoir recueilli des « renseignements » et de les avoir publiés à l'Ouest. Bref, de l'espionnage. En réalité, Rudolf Bahro avait simplement publié un livre : « *L'alternative. Contribution à la critique du socialisme existant* ». Une traduction française en est récemment parue aux Editions du Seuil (60 F).

A plus d'un égard, ce livre mérite de retenir l'attention, même si sa lecture en est ardue. C'est en effet, à notre connaissance, la seule étude théorique approfondie et s'appuyant sur des concepts marxistes jamais publiée par un dissident est-européen sur les régimes des pays de l'Est. Etude qui débouche sur l'énoncé de propositions alternatives.

A lire également de R. Bahro : « *Je continuerai mon chemin* » (Maspéro, 22 F) ; recueuil d'interviews, de déclarations qui retracent la lutte du dissident emprisonné.

Ces deux ouvrages sont disponibles à la librairie *Les Herbes Sauvages*, 70, rue de Belleville — 75020, PARIS.

J. S.

Seconde conférence balkanique : la Yougoslavie d'accord

APRES la Roumanie, la Bulgarie et la Turquie, la Yougoslavie vient de donner son accord à la seconde conférence balkanique proposée par la Grèce pour discuter des sujets d'intérêts communs. Selon le gouvernement grec, l'instauration d'un système de collaboration économique et politique des pays des Balkans découragerait l'intervention dans leurs affaires des grandes puissances et permettrait d'assurer leur indépendance et leur intégrité territoriale. La conférence pourrait se tenir en septembre ou en novembre.

HB

Un numéro spécial de « Que choisir » sur l'Europe

LA revue *Que choisir* vient de publier un numéro spécial sur l'Europe : « *Pour une autre Europe* » (prix 10 F) Ce dossier de cinquante pages, très documenté, fournit une quantité importante d'informations chiffrées qui peuvent être très utiles à tous les militants. Nous reproduisons ci-dessous à titre d'exemple un tableau donnant les prix de dix-sept produits de base dans huit capitales européennes. On peut y trouver ce que coûtent, dans chaque pays considéré, ces produits en termes d'heures de travail pour un ouvrier de l'industrie.

Parmi les nombreuses questions que l'on peut se poser :

— Pourquoi l'ouvrier français doit-il travailler deux fois plus que son camarade belge pour s'acheter des œufs ou des bananes ?

— Pourquoi, pour s'acheter un billet de chemin de fer de cent kilomètres, l'ouvrier français doit-il travailler 1 h 46 alors que presque partout en Europe, il n'en coûte qu'une heure et même trente-trois minutes au Luxembourg ?

— Pourquoi la R5 est-elle plus chère en France où on la fabrique qu'en RFA, aux Pays-Bas, au Luxembourg et en Belgique ?

A vous de continuer ce petit jeu des comparaisons. Les auteurs de ce dossier ont bien raison de conclure que « *Les Européens ne sont pas tous égaux devant la sueur qu'il faut verser pour gagner son pain* ».

Ce que 17 produits coûtent en minutes ou heures de travail d'un salarié de l'industrie du pays concerné dans huit villes européennes (fin 1977, données Eurostat). nd : donnée non disponible

	BONN	PARIS	ROME	AMSTERDAM	BRUXELLES	LUXEMB.	LONDRES	COPENHAGUE
Poulet à rôtir (1 kg)	36mn	49,8mn	1h28mn	31,2mn	30mn	27,6mn	46,8mn	nd
Viande de boeuf à rôtir (1kg)	2h21mn	2h58mn	3h57mn	1h54mn	2h09mn	1h48mn	2h28mn	nd
Poisson surgelé (400 g)	21mn	50,4mn	1h07mn	18,6mn	26,4mn	25,8mn	nd	nd
Lait (1 litre)	5,4mn	7,8mn	13,8mn	4,8mn	4,8mn	5,4mn	8,4mn	4,8mn
Oeufs (12)	12,6mn	27,6mn	43,8mn	11,4mn	12,6mn	15mn	nd	15,6mn
Beurre (250 g)	12,6mn	19,8mn	34,8mn	10,8mn	12mn	10,8mn	14,4mn	nd
Margarine (250 g)	5,4mn	8,4mn	18,6mn	4,2mn	6mn	5,4mn	6mn	nd
Bananes (1 kg)	6 mn	16,2mn	32,4mn	7,6mn	7,2mn	10,8mn	18,6mn	10,8mn
Pommes de terre (1 kg)	3mn	3mn	6mn	2,4mn	1,2mn	1,2mn	3,6mn	3,6mn
Sucre (1 kg)	9 mn	11,4mn	22,8mn	8,4mn	7,8mn	7,8mn	11,4mn	nd
Café soluble (50 g)	27,6mn	25,8mn	1h09mn	15,6mn	21mn	20,4mn	18mn	4h16mn
Nettoyage à sec (complet 2 pièces)	53,4mn	1h26mn	1h20mn	42mn	1h06mn	1h03mn	nd	nd
Détergents (750 g)	18,6mn	20,4mn	35,4mn	18,6mn	13,2mn	13,2mn	nd	nd
Voiture R5 TL	849h	1394h	2262h	989h	886h	685h	1649h	1170h
Chemin de fer (100 km 2è cl.)	1h01mn	1h46mn	1h10mn	1h01mn	1h03mn	33mn	nd	nd
Timbre	2,4mn	4,2mn	6mn	2,4mn	2,4mn	1,8mn	3mn	1,8mn
Quotidien	3mn	6,6mn	6,6mn	2,4mn	3mn	3mn	2,4mn	3mn

USA : La campagne des présidentielles de 1980 est entamée

Kennedy contre Carter. Les SALT au coeur du débat

Carter doit passer une nouvelle épreuve : après avoir laborieusement abouti à la signature de l'accord Salt avec Brejnev, il doit faire ratifier ce traité par le Congrès. C'est autour de ce débat que commence à s'organiser la campagne électorale pour les présidendielles de 1980. Carter n'est pas assuré d'être de nouveau le candidat du Parti démocrate. Au sein de son parti, il connait une très sérieuse concurrence, due notamment à un certain Ted Kennedy.

LA campagne électorale aux USA est déjà entamée bien que les élections, en elles-mêmes, n'aient lieu que d'ici dix-sept mois. Les groupes financiers cherchent leurs candidats et les candidats potentiels essaient de faire coïncider leurs opinions avec celles des capitalistes capables de financer leur campagne. La bagarre se situe surtout pour l'instant au sein même des deux partis, le Parti républicain et le Parti démocrate.

LES SALT AU CŒUR DU DÉBAT

Les divergences entre les candidats (quel que soit leur parti) tournent, en grande partie, autour de l'attitude à adopter par rapport à l'accord Salt et, plus globalement, par rapport aux relations avec l'Union soviétique. D'ailleurs, c'est sur ce thème que Carter doit baser toute sa campagne.

Bien entendu, il existe d'autres divergences, *notamment en ce qui concerne l'économie*, la politique énergétique, le comportement face au mouvement ouvrier, face au problème des minorités nationales.

UNE ÉPREUVE DIFFICILE POUR CARTER

Pour Carter, il s'agit d'œuvrer au sein de son parti de manière à rester le candidat pour 1980. Il semble qu'il ait pu conserver intacte la coalition de ses « protecteurs », y compris les membres de la Commission trilatérale de Rockfeller (sorte d'internationale capitaliste), les magnats de Coca-Cola et les plus grandes monopoles du pétrole.

Mais tout ne sera pas facile pour autant pour Carter. En effet, quelques capitalistes pensent que Carter a fait trop de compromis avec les opposants à la détente. Ils estiment que Carter s'est trop éloigné de la politique d'apaisement en augmentant le budget militaire, en normalisant trop rapidement, à leur goût, les relations avec la Chine et en critiquant ouvertement l'invasion du Cambodge par le Vietnam. Ils ont un poulain en vue qui n'est autre que Ted Kennedy, le frère du président John Kennedy, assassiné en 1963.

CARTER AU CENTRE DES MAGOUILLES ÉLECTORALES

En fait, pour l'instant, il ne s'agit de la part de ces capitalistes que d'une « menace » destinée à faire reculer Carter. Mais si cette menace n'obtient guère de succès, il apparait alors fort probable que Ted Kennedy présentera sa candidature. Le bras droit de Kennedy aurait déjà fait une enquête pour déterminer la cote du sénateur.

En fait, les pressions sur Carter n'ont cessé depuis le début de son arrivée à la présidence. Il y eut l'affaire Bert Lance, le conseiller financier de Carter, accusé et condamné pour avoir violer les lois bancaires. La presse s'est empressée de dénoncer la corruption de l'administration Carter, le mettant en difficulté, lui qui n'avait pas besoin de cela. Il avait basé sa campagne de 1976 sur le redressement économique et l'amélioration des conditions de vie des travailleurs. Il avait d'ailleurs reçu le soutien de la grande centrale syndicale, l'AFL-CIO, qui renouvellera probablement son soutien pour les prochaines élections. C'est ainsi que Carter avait reçu bon nombre de voix ouvrières et il ne manquera certainement pas de déverser de nouveau toute la démagogie dont il est capable.

CARTER : COTE EN FORTE BAISSE

Il n'en reste pas moins qu'il a été l'architecte du plan de limitation de la hausse des salaires à 7 %, ce qui risque de lui coûter cher. C'est là encore un avantage supplémentaire pour Kennedy qui ne manquera pas de se servir du prestige de sa famille, réputée pour sa « défense de la justice sociale ».

Ainsi, le conflit ne se situe pas seulement entre républicains et démocrates mais plus généralement au sein même de la classe capitaliste pour savoir quel secteur de cette classe arrivera à imposer son représentant à la présidence. Carter aura fort à faire pour prouver qu'il est toujours le « meilleur » et le plus « sûr » défenseur des intérêts des grands monopoles capitalistes.

Evelyne LE GUEN

Halte à la répression policière !

Le Comité de coordination appelle à la solidarité de toute la classe ouvrière

Après Strasbourg, Sartrouville, Nanterre, Romainville et Dijon, la Sonacotra et le pouvoir avec leurs bandes fascistes de CRS viennent encore d'envahir les foyers.

Garges, le 22 juin 1979 à 9 heures :

— Plus de 1 000 CRS et gendarmes mobiles qui matraquent et jettent à la rue les 250 résidents de Garges en occupation contre la fermeture depuis le 1er mai.

Comme dans les usines, ils évacuent les travailleurs et occupent le foyer de travailleurs.

— Une bande de gérants racistes, rapidement dépêchés sur place, pour organiser une bureau mobile de récupération des résidents expulsés. Condition : payer la totalité des arriérés avec 4 000 F tout de suite pour entrer... dans un autre foyer (...)

Ce qu'ils cherchent aujourd'hui, c'est d'utiliser la violence pour casser la combativité des résidents, évacuer les revendications légitimes pour lesquelles nous nous battons depuis quatre ans, imposer des prétendues négociations foyer par foyer (paiement des arriérés et reprise des paiements au prix actuel sans condition) et ainsi liquider définitivement le Comité de coordination.

Nous n'accepterons jamais cette politique qui n'est d'ailleurs qu'un aspect de l'application des mesures générales de répression contre les travailleurs immigrés, récemment mises en œuvre par le pouvoir à travers les lois racistes et anti-immigrés Barre-Bonnet-Stoléru-Boulin, etc.

Ni les intimidations, ni les violences fascistes ne nous feront reculer sur notre plate-forme revendicative.

Plus que jamais, nous resterons unis et déterminés autour du Comité de coordination de tous les foyers Sonacotra, ADEF, AFRP, jusqu'à la satisfaction de nos revendications.

Le Comité de coordination des foyers en lutte, le Comité de résidents et l'ensemble des résidents de Garges exigent immédiatement sans condition :

— Le départ de tous les CRS et gendarmes mobiles du foyer ;

— La réintégration de tous les résidents expulsés ;

— L'ouverture de négociations globales avec le Comité de coordination sur la base de notre plate-forme revendicative :

- Baisse des loyers de 100 F ;
- Statut de locataire ;
- Renvoi des gérants racistes ;
- Reconnaissance du Comité de coordination ;
- Retour de tous les camarades expulsés.

Le Comité de coordination appelle tous les travailleurs français et immigrés, tous les démocrates et toutes les organisations politiques et syndicales qui se réclament aujourd'hui de la défense des intérêts de la classe ouvrière, à apporter leur solidarité massive et à rejoindre notre combat pour faire reculer la Sonacotra et le pouvoir.

Le Comité de coordination des foyers en lutte

Les résidents ont besoin de matériel : tentes, couvertures, sacs de couchage, matériel pour faire de la cuisine, du café...

Ils ont besoin de la présence à leur côté de leurs camarades résidents d'autres foyers et aussi de travailleurs français.

Nous appelons nos camarades de la région parisienne, nos lecteurs et amis à prendre des initiatives pour informer les travailleurs autour d'eux, à travers leurs organisations syndicales, les organisations de quartier où ils sont actifs, pour aller sur place, auprès du foyer, avec les résidents expulsés.

Nous appelons à se tenir prêts à soutenir les initiatives que pourra prendre le Comité de coordination dans les jours à venir.

Pour se rendre au foyer de Garges-les-Gonnesses, prendre le bus No 250 B à la Porte de la Chapelle, jusqu'au terminus.

Dernière minute

CE matin, à 5 h 45, les forces de police sont intervenues pour fermer deux foyers Sonacotra à Thionville et à Vitry-sur-Orne. Quarante-cinq travailleurs immigrés ont été expulsés à Vitry et quatre-vingts à Thionville. Les comités de résidents et plusieurs organisations démocratiques appellent à une manifestation à la sous-préfecture, lundi 25 juin.

Foyer Sonacotra de Garges-lès-Gonesse

CRS hors du foyer !

(Photo HR)

La solidarité s'exprime dans les cités environnantes. Des familles apportent à manger (ici, un couscous). Des enfants ont constamment assuré la distribution d'eau dans des bouteilles de plastique.

L'ambiance dans le camp est très bonne et les discussions autour du feu, chaleureuses. On parle de la lutte, des luttes dans les boites. Dans la nuit de dimanche à lundi, on a fait cuire de la viande sur le grand feu de bois.

(Photo HR)

Les CRS, eux, se livrent à des provocations, des insultes et réflexions menaçantes (du genre « nous aussi, on sait se servir de couteaux... »). Ils déchirent les banderolles, lancent des cailloux. Ils ont empêché la Croix rouge de venir.

Des jeunes n'ayant rien à voir avec le foyer, pas du quartier, qui voulaient aller voir des parents sont passés trop près d'eux et se sont fait tabasser !

(Photo HR)

*Beaucoup de monde pendant le week-end, samedi et surtout pour la manifestation : plus de 3 000. De notre côté, nous avons parlé de Garges et lancé un appel à notre fête à Brétigny. Nos camarades du Comité de Parti Martyrs de Châteaubriant ont publié un tract dans lequel le Comité de Parti « **réaffirme son soutien au Comité de résidents de Garges, au Comité de coordination et à sa plate-forme revendicative, et s'engage à contribuer de son mieux à la riposte contre l'attaque de Giscard-Barre-Stoléru** ».*

Nos camarades sont également allés à Chelles, parler de la lutte à la fête de la libre expression.

Les damnés de la loi

Camper à quelques mètres de son foyer occupé par les CRS

Vingt heures, vendredi 27 juin, une soirée de début d'été pas comme les autres. Les CRS ont expulsé les résidents du foyer Sonacotra de Garges les-Gonesse et occupent le foyer.

Banlieue grise, derrière, la cité des Doucettes, la tour massive de la Sonacotra, plantée sur un terrain vague, bosselé et à peine vert.

Tous les accès qui mènent au foyer sont bouclés par des cordons de CRS en armes. A 200 mètres, les résidents sont là, au milieu du terrain vague, quelques valises, sacs, baluchons, entremêlés. Ce sont les affaires de ceux qui étaient dans le foyer au moment de l'expulsion.

VERS 21 h 30, un représentant du comité de Garges les-Gonesse, un membre du Comité de coordination annonce en français et en arabe : *« Nous restons là, nous occupons le terrain, il n'est pas question de quitter le foyer, comme le voudraient certains. Nous organiserons une manifestation de riposte, ici même samedi ».* Samedi, plusieurs milliers de personnes sont venues.

Ces paroles sont saluées d'une véritable ovation. On s'organise pour la nuit. Sandwiches. Un grand feu est allumé, à quelques mètres des CRS, avec des matériaux d'un chantier voisin. Le terrain vague s'anime. Chants entrecoupés de mots d'ordre : *« CRS hors du foyer », « Dehors la police », « Dehors les gérants racistes », « Français-immigrés, une seule classe ouvrière ».*

Des travailleurs français : plusieurs militants de l'UCFML, du PCML, jeunes de la cité, membres du PCF, bien amers devant l'attitude de la municipalité PCF, etc. Nous restons là à discuter ensemble Français et immigrés, toute la nuit, autour du feu. Un militant du PCF nous confie : *« Je suis écœuré, la mairie était au courant de l'expulsion depuis la veille au soir. Ils n'ont rien fait, sauf venir parader pour les photos ».*

Autour du feu, un autre groupe de quatre à cinq personnes, une cellule du PCF, peut-être, discutent serrés : *« Ils ont quand même proposé un repas et un logement ; oui, mais il faut voir quel logement ; la patinoire à deux kilomètres ; les résidents ont raison, c'est ici qu'il faut rester ; le foyer est à eux ».* Un autre : *« Avec la force qu'on a, on aurait pu tourner dans la cité et faire une grande manifestation, c'est lamentable ».*

Discussions passionnantes auxquelles nous participons qui révèlent bien des contradiction au sein du PCF par rapport à la lutte des résidents.

Minuit, de l'animation du côté des CRS, s'en iraient-ils ? Non c'est la relève : ceux qui étaient en faction s'en vont rejoindre les cages d'escaliers truffées de CRS, une équipe de vigiles accompagnés de chiens policiers prend position devant le foyer. Vers 2 h 30, une équipe du parti socialiste arrive casseroles sous le bras pour faire du café, le geste est apprécié, il fait frisquet en cette nuit de fin juin. Ils en feront jusqu'à l'aube. Les premiers rayons du soleil sont attendus avec impatience.

Reportage de Guy LANRIVAIN.

Conflit pétrolier Europe-Etats-Unis

La semaine prochaine se tiendra à Tokyo un sommet des pays industrialisés qui définira leur politique pétrolière. La réunion des neuf à Strasbourg avait pour but de définir une réponse commune des européens aux exigences américaines. Les Américains et les trusts pétroliers n'ont pas les mêmes intérêts que les pays européens dans la question du pétrole.

Alors que les pays de l'OPEP doivent décider ce mardi d'une augmentation du prix du pétrole à la production, les dirigeants des neuf pays européens, réunis jeudi dernier à Strasbourg, élaboraient les grandes lignes d'une politique commune vis-à-vis des pays producteurs, mais également vis-à-vis des Américains.

L'Europe face à la superpuissance américaine

La récente décision américaine, prise unilatéralement et sans consultation préalable des pays européens, de subventionner les importations de pétrole aux USA, les remous et les protestations que cette décision a soulevé au niveau des gouvernements européens montrent clairement que la simple opposition habituelle entre pays producteurs de pétrole et pays consommateurs ne reflète pas exactement la réalité.

En fait, on trouve, au sein même des pays consommateurs des différences importantes de situation, qui permettent de les classer en trois groupes distincts tant du point de vue de leur situation énergétique que de leurs intérêts.

1) Les pays non producteurs et faiblement consommateurs, c'est la plupart des pays du tiers monde. Pour eux, l'augmentation du pétrole et les difficultés croissantes à assurer leur approvisionnement n'ont fait qu'accentuer ces derniers temps les problèmes économiques dans lesquels la plupart se débattent déjà. Les pays de l'OPEP, réunis récemment à Bagdad, ont décidé de leur donner un statut spécial afin d'éviter au maximum de leur faire payer les répercussions de la situation du marché énergétique mondial.

2) Les pays européens et le Japon. Ce sont des pays industrialisés qui consomment de grosses quantités d'énergie mais qui, à l'exception de la Grande-Bretagne, ne disposent d'aucune ressource pétrolière propre. Dans une large mesure, les positions de la CEE reflètent les intérêts de ces pays.

3) Les USA. Ce sont, à touts points de vue, les géants du pétrole. Deuxièmes producteurs du monde, ils sont les premiers importateurs. Ils sont également les plus gros mangeurs d'énergie : alors qu'un Français consomme en moyenne 3,5 tonnes de pétrole par an, un Américain en consomme en moyenne 8,5. Ils sont le pays où le taux d'accroissement de la demande en énergie est aussi la plus forte : de 1972 à 1978, pendant que les importations des quatre plus grands pays d'Europe baissaient de 15 %, celles des USA augmentaient de 50 %.

Les Américains sont également à part, du point de vue de leur puissance économique. C'est ainsi que Carter peut décider du jour au lendemain de subventionner de cinq dollars le baril la totalité des importations, mesure face à laquelle les européens ne peuvent pas suivre et qui permet aux sociétés américaines de rafler les stocks disponibles sur le marché en faisant monter les cours.

L'intérêt de l'Etat américain est, enfin, étroitement lié à celui des grands monopoles pétroliers. Sur les dix plus grandes sociétés américaines, cinq sont des trusts pétroliers. Ensemble, les sociétés américaines contrôlent près de 80 % du marché mondial du transport, de la transformation et de la distribution du pétrole.

Toutes ces différences entre pays importateurs européens et les USA trouvent leur concrétisation dans les politiques respectives vis-à-vis du marché pétrolier et vis-à-vis des pays producteurs.

Les Américains et les trusts pétroliers guident toute leur politique sur un seul axe, maintenir leur domination quasi hégémonique sur la transformation et tenter de briser le front des pays producteurs. C'est pour eux une nécessité impérative dans leur volonté de rester le plus possible en dehors de la crise énergétique qui se prépare pour les années 1980 et de faire porter sur les autres pays consommateurs, essentiellement les pays européens et le Japon, la pénurie inévitable. Au service de cette politique, toute leur puissance économique.

L'exemple des répercussions de la crise iranienne est particulièrement révélateur à ce sujet. Avec l'interruption de la production iranienne, la demande mondiale s'est brusquement trouvée supérieure à l'offre. On a vu alors du jour au lendemain les marchés libres de Rotterdam et de Singapour prendre une place considérable dans le commerce du pétrole, alors qu'ils ne servaient jusque là qu'à des échanges tout à fait marginaux (mais essentiels pour des pays boycottés comme l'Afrique du Sud par exemple). Que s'était-il passé ?

Tout simplement, une volonté délibérée des USA, par le biais de leurs trusts pétroliers, de faire monter les prix du pétrole afin d'éliminer la concurrence à l'achat des autres pays. On a vu en quelques jour le baril se négocier à vingt et même trente dollars alors que le cours officiel de l'OPEP était toujours de 15 dollars.

Parallèlement, l'Etat américain prenait cinq de ces vingt dollars à sa charge, ce qui ramenait, pour les compagnies US, le coût du pétrole à destination des USA à un niveau assez proche du cours officiel. Pour les autres pays, il continuait à coûter vingt dollars.

Cette mesure avait également pour but de casser la solidarité des pays producteurs. En offrant vingt dollars, les USA créaient une sérieuse tentation à laquelle cèdèrent quelques pays producteurs. C'est tout le système de l'OPEP basé sur la solidarité des pays producteurs qui était menacé.

Quelle politique pour l'Europe?

Face à cette situation, face également à l'inévitable diminution des quantités de pétrole disponible au cours des décennies à venir, quelles voies peuvent suivre les pays européens ?

Plusieurs possibilités s'offrent à eux :

— Suivre la politique américaine, c'est-à-dire se joindre aux Américains dans leur politique de confrontation avec les pays producteurs, confrontation économique pouvant aller jusqu'à la menace de confrontation militaire. Cette politique aurait inévitablement comme conséquence de renforcer l'influence des sociétés pétrolières américaines et, partant d'accroitre encore l'influence américaine sur l'économie ouest-européenne. De plus, elle ne résoudrait en rien la crise pétrolière pour l'Europe. Il est clair que ce que les USA veulent, c'est accaparer au maximum les ressources disponibles.

— Se tourner vers l'URSS. Pour l'instant en dehors des grands courants mondiaux pétrolier, l'URSS, le premier producteur mondial actuel de pétrole, pourrait, en cas de crise grave, avoir l'idée de proposer aux pays européens de les « sortir de l'embarras ». L'exemple de l'Europe de l'Est nous démontre dès aujourd'hui que cette aide ne pourrait en aucune façon d'etre gratuite. Les pressions économiques et politiques qu'elle permettrait inévitablement en reviendraient à mettre, irréparablement notre indépendance en péril.

— La troisième voie, c'est la seule qui puisse, à l'heure actuelle, servir de compromis acceptable entre les pays impérialistes d'Europe et les pays producteurs. C'est que les premiers s'engagent dans la voie d'une coopération économique plus étroite et plus fondée sur des rapports d'égalité avec les seconds. Concrètement, cela signifie : accepter de payer le pétrole à son juste prix, sans essayer de diviser les producteurs, se soustraire à l'emprise des grands trust pétroliers en passant le plus possible de marchés directs. Cela signifie également une volonté politique de s'opposer tant aux USA qu'aux éventuelles manœuvres de l'URSS et de ne pas contrecarrer les légitimes revendications des pays producteurs.

A ce niveau, les réserves de la CEE à l'encontre des manœuvres américaines au Moyen Orient, la volonté affichée de favoriser la concertation entre pays producteurs et pays consommateurs, la volonté, également affichée de rétablir l'ordre sur le marché libre international, sont des éléments qui vont dans le bon sens. Ils ne sont pas, certes, suffisants. La réunion de Strasbourg a montré que la politique commune, élément indispensable aux européens pour pouvoir réellement faire face aux pressions américaines, est encore hésitante. On pourra mieux l'apprécier après la conférence de l'OCDE qui doit réunir à Tokyo Américains, Européens et Japonais. Un critère important sur lequel se jugera également la politique européenne est la réalisation ou non, à la demande des pays producteurs, de réelles économies de produits pétroliers. C'est actuellement une des principales revendications des pays producteurs : que les pays industrialisés cessent de piller et de gaspiller une énergie qui fait actuellement gravement défaut aux pays en voie de développement, pour sortir de leur situation actuelle.

Serge FOREST

TEMOIGNAGE

Baisse des effectifs dans une maison de l'enfance

Témoignage d'une éducatrice de la Maison de l'enfance d'Orléans

Simone Veil quitte son poste de ministre de la santé dans quinze jours. Elle a beaucoup parlé d'humanisation des hôpitaux.

Si des salles communes ont été divisées en petites chambres, les résultats de sa politique sont plutôt l'aggravation des conditions de travail des hospitaliers et la baisse des effectifs. Dans notre édition de samedi, vous visitiez avec nous la blanchisserie, bagne de la Pitié-Salpêtrière. Aujourd'hui une éducatrice de la Maison de l'enfance à Orléans témoigne des résultats de la politique de S.Veil.

HR : Tu travailles à la Maison de l'Enfance, qu'est-ce que c'est et qu'est-ce que tu y fais ?

— J : La Maison de l'Enfance c'est un regroupement de différents services médicaux comme la pédiatrie, les prématurés, la Croix-rouge et du service social qui est le foyer de l'enfance. Le service social, c'est là où le travaille, je suis éducatrice de jeunes enfants depuis deux ans.

Un rôle d'acceuil

Un foyer de l'enfance a un rôle d'accueil, c'est-à-dire que les gens qui sont en difficulté, qui ne savent pas où mettre leurs gamins et qui ne peuvent pas s'en occuper temporairement peuvent les mettre au foyer de l'enfance. Il a aussi un rôle d'observation, c'est-à-dire que des enfants qui sont en difficulté dans une famille, on peut les mettre au foyer de l'enfance ; si l'enfant a eu des troubles, pour l'observer, pour savoir où il en est, quels ont été ses problèmes pour lui, si tu veux, qu'est-ce qu'il lui faut. S'il lui faut une famille, s'il lui faut un internat, s'il lui faut retourner chez ses parents.

HR : Depuis un certain temps, on entend de beaux discours de Simone Veil, de Barre qui concernent le secteur sanitaire et social, on entend aussi parler de l'année de l'enfance. Qu'est-ce que ça donne concrètement chez vous ?

— J : Concrètement, il y a une baisse d'effectifs, depuis quelques mois, très nette au niveau des enfants et ça implique donc à plus ou moins long terme, que la DDASS (Direction départementale de l'action sanitaire et sociale) s'oriente une restriction des postes, des mutations de titulaires et des licenciements de temporaires.

Une politique de restrictions

HR : On entend aussi dire que l'hospitalisation, que ce soit dans les hôpitaux ou dans les foyers de l'enfance, ce n'est pas humain et que l'on va développer l'hospitalisation à domicile, qu'en pense-tu ?

— J : Il est évident que l'hospitalisation à domicile, comme le fait de laisser l'enfant dans son milieu naturel serait très bien, mais encore faudrait-il qu'on donne les moyens d'assurer ce travail.

Or, les éducateurs s'occupant des familles (milieu ouvrier) sont débordés de travail et ont trente cas à suivre, je crois alors qu'ils n'en voudraient qu'une vingtaine. Donc, ils ne s'en sortent pas, ils ne peuvent pas s'occuper de toutes les familles, ce qui fait qu'il y a des familles qui sont laissées à l'abandon et ne peuvent pas s'en sortir.

HR : Ça veut dire qu'en gros, cette politique de placement à domicile, c'est une histoire d'économie.

— J : Bien sûr, pour le milieu ouvert, c'est évident. Dans la mesure où ils ne créent pas de poste, ça implique forcément qu'il y a une économie. La DDASS dit vouloir priviligier les placements dans les familles d'accueil pour le bien des enfants.

Mais elle ne se donne pas les moyens de créer des placements les meilleurs possible.

C'est donc avant tout une histoire d'économie, un placement familial coûte beaucoup moins cher qu'un internat (40 F pour la placement familial et 180 F pour l'internat).

HR : Qu'est-ce que tu penses du travail qui est fait à la Maison de l'enfance ?

— J : Notre rôle s'est toujours cantonné à un rôle d'accueil et d'observation de l'enfant.

Dès que nous avions émis le désir d'avoir un travail plus complet au niveau de la famille (travail de suite), cela nous a été refusé par la DDASS. Ils ne veulent surtout pas qu'on sorte du cadre strict du foyer car on empiéterait alors sur leur terrain.

HR : Alors, est-ce que la DDASS s'en occupe concrètement ?

— J : Concrètement, non pas du tout. Les familles, les placements nourriciers en général, on ne s'en occupe pas après, alors que les gens qui reçoivent par exemple deux gamins qu'ils ne connaissent pratiquement pas, ont besoin d'être aidés, qu'on leur explique un petit peu quand ils ont des problèmes, qu'ils sachent qu'ils peuvent compter sur quelqu'un, ce n'est pas toujours le cas.

Elle veut simplement réduire le foyer de l'enfance à un petit foyer d'accueil et d'observation, ce n'est plus du tout la même chose, ce ne sera pas forcément des cas sociaux, ça peut être des enfants de parents qui vont être hospitalisés et qui n'ont trouvé personne pour garder les gamins alors on les aura quatre ou cinq jours. Le foyer de l'enfance aura donc de moins en moins la charge des cas sociaux.

Les enfants seront laissés à eux-mêmes

HR : Ce sont des enfants qui risquent d'être livrés à eux-mêmes avec tout ce que cela comporte : délinquance, ect. En plus, dans une situation de crise qui s'accentue au niveau du travail.

— J : Absolument.

HR : A ce propos, quels enfants accueillez-vous, enfants de milieu aisé ou de milieu travailleur ?

— J : Ça, c'est trè net, de toutes façon, c'est souvent des enfants de familles nombreuses ou issues d'un milieu social vraiment bas, en général ; ouvriers d'usine dont les salaires sont très très bas, où la femme est débordée par ses gamins et puis ce sont de plus en plus, à l'heure actuelle, des immigrés, Algériens, Marocains. Ces gens-là ont des problèmes d'alcoolisme et puis battent leurs gamins.

Mobiliser les éducateurs

HR : Donc, à la Maison de l'Enfance, il risque d'y avoir des licenciements, des mutations. Comment ça réagit, quels sont les problèmes que vous rencontrez pour mobiliser les travailleurs de la Maison de l'Enfance ?

— J : Le problème, c'est que, d'une part, il y a les éducateurs qui se disent : oui, il y a des mutations, il y aura des licenciements, mais de toutes façon, nous on n'est pas temporaires, il n'y a que cinq temporaires, le problème des temporaires ne les préoccupe pas tellement à vrai dire.

Par contre, au niveau des mutations, il n'ont pas envie d'être mutés un peu n'importe où, ils attendent la décision de la DDASS.

Ils en sont à l'information pour l'instant, ils ont peur mais n'en sont pas encore à la mobilisation, je pense que c'est un travail à faire et qu'on peut y arriver. C'est en proposant des actions aux gens qu'on arrivera à les mobiliser.

Le problème est le peu de contact entre le personnel éducatif et les autres catégories. De toutes façons, nous n'arriverons à faire quelque chose qu'unis, éducateurs et personnels de service.

C'est un problème global qui touche aussi le foyer d'adolescents de la Chapelle, ça peut aussi toucher d'autres foyers. C'est le gouvernement qui veut faire des économies à tous les niveaux, également à l'hôpital. Le problème de la Maison de l'Enfance, cela n'est pas quelque chose d'unique, il faut le faire évoluer, pour aller vers une lutte commune.

HR : Qu'est-ce qui est fait au niveau syndical ?

— J : Pour l'instant, on a essayé au niveau de la Maison de l'Enfance, de mobiliser les gens, de les informer en faisant des tours de services, en faisant des assemblées générales. On a eu une entrevue syndicale à la DDASS qui a promis le maintien des postes jusqu'à ce que leurs études soient finies. C'est-à-dire aussi bien le maintien des temporaires que des titulaires tant que la DDASS n'aura pas statué sur ce qu'elle veut faire mais qu'après elle ne promettait absolument rien au niveau des mutations et des licenciements.

Tout cela, on a essayé de le transmettre aux gens par les assemblées générales, des articles de presse. On a fait une rencontre au niveau du conseil départemental avec les personnes du milieu ouvert et des boites privées pour voir ensemble les problèmes que peut poser la politique de l'enfance à l'heure actuelle et puis les répercussions sur les foyers.

Au niveau de l'hôpital, on a essayé de parler des problèmes aux gens de l'hôpital dans les assemblées générales, on fait des tracts communs pour essayer de toujours lier les problèmes de la Maison de l'Enfance avec ceux de l'hôpital.

La politique gouvernementale à propos des maisons d'enfants va amener à laisser seuls les enfants en difficultés.

(Photo HR) *Une action des travailleurs de Sonolor.*

LA COURNEUVE (SEINE-SAINT-DENIS)

Sonolor : après la signature du protocole d'accord

LE 11 juin 1979, la CGT Sonolor, l'UFM-CGT-93 et le patron de Sonolor, signaient un accord dans lequel la CGT s'engageait à arrêter la lutte contre les licenciements, à dégager les abords de l'usine, à renoncer à toute poursuite en justice ainsi qu'à la prime d'assiduité.

En échange, ils obtenaient du patron, la cessation des poursuites judiciaires pour atteinte à la liberté du travail, les congés payés intégralement, ne pas effectuer le préavis et une majoration de l'indemnité de licenciement de 7 500 francs à la condition expresse de l'engagement individuel, par écrit, des ouvriers de renoncer à toute poursuite contre ITT.

Ce protocole d'accord a été signé par les délégués CGT sans consultation préalable des ouvrières qui ont été convoquées le lendemain pour qu'elles signent la lettre.

Nul doute qu'un certain mécontentement puisse exister chez ces ouvrières pour la façon dont ça s'est fait et pour le fait que les acquis soient si peu importants d'autant plus que licenciées après le passage de la loi sur les 90 %, elles ne toucheront l'indemnité que pendant trois mois au lieu d'un an.

Le patron a obtenu beaucoup : l'évacuation de l'usine pour récupérer son matériel et les licenciements refusés par l'inspecteur du travail puis acceptés par le ministère. Le patron a d'ailleurs loué son usine à son homme de main, l'ancien directeur. La marque Vissaux, rachetée par ITT, le patron réembaucherait au 1er septembre, on ne sait qui, à quel prix, pour produire quoi ?

De toute façon les ouvrières réembauchées perdent leur ancienneté et se verront offrir des contrats à durée limitée. « Ce nouveau patron » recevra des millions de l'Etat pour création d'emplois ! Curieusement le comité de ville du PCF de la Courneuve a distribué un tract qui critique la CGT d'avoir signé, qui a une position dure par rapport aux licenciements et qui fait retomber la responsabilité de l'issue de la lutte sur le manque de mobilisation de la population et des travailleurs, mais lui-même est-il pour autant dénué de toutes responsabilités dans l'issue du conflit ? Non, car qu'a-t-il fait au moment où c'était le plus important pour la lutte et pour la mobilisation. La mobilisation et le soutien de la population et des travailleurs existait, la preuve en a été la réoccupation de l'usine par 4 000 travailleurs, fin avril, mais le PCF n'en a pas tiré les conséquences et la réévacuation le lendemain avait pour prétexte le manque de mobilisation aux luttes.

La question du comité de soutien n'a jamais été posée sérieusement d'autant qu'elle allait de pair avec la démocratie dans la lutte. Le dernier exemple du protocole prouve que la démocratie a été battue en brèche.

Qu'a-t-il été fait sérieusement pour soutenir les autres usines de Chartres et de Gien qui maintenant se trouvent dans une position plus difficile par rapport au patron ? Encore une fois, sur la Courneuve, c'est une lutte qui se termine mal, du moins pas sur la victoire des revendications primées tout au long : « *Non aux licenciements* ». La question du soutien, de la solidarité de la population et des travailleurs — était très importante pour l'issue de la lutte — et si on ne fait pas des progrès dans cette voie, il y aura toujours des difficultés. Il ne suffit pas de le dire une fois et ensuite d'en rejetter la responsabilité sur les travailleurs.

(Photo HR) *Rassemblement devant l'usine de la Courneuve.*

Culturel

THEATRE

Le Québec à Lille

Des rencontres de l'amitié

APRES leur participation aux rencontres théâtrales de Sèvres, ils sont comme on dit « montés dans le Nord ». « Ils », ce sont les comédiens de deux troupes théâtrales du Québec : le Théâtre de la Riposte et Les Gens d'en bas. Pourquoi le Nord ? « *Parce que les travailleurs y sont nombreux, qu'il y a des luttes et des partis actifs* » nous déclare Pierre du Théâtre de la Riposte.

Pierre, Denise (qui crée décors et costumes) Robert, Céline et Marguerite qui compose la musique : leur expérience théâtrale, résolument tournée, vers les ouvriers et les préoccupations du peuple ne peut que susciter l'intérêt. Depuis 1976, ils ont réalisé trois spectacles : Hocus Bocus, l'Amour en deuil et Chômeur Circus qu'ils ont presenté à Sèvres.

« *Notre expérience personnelle de chômeur nous a conduits à monter naturellement cette pièce* », disent-ils, *car on l'a compris, au Québec non plus, il n'est pas facile de vivre de ce métier de comédien quand on a choisi la voie de la solidarité avec les exploités.*

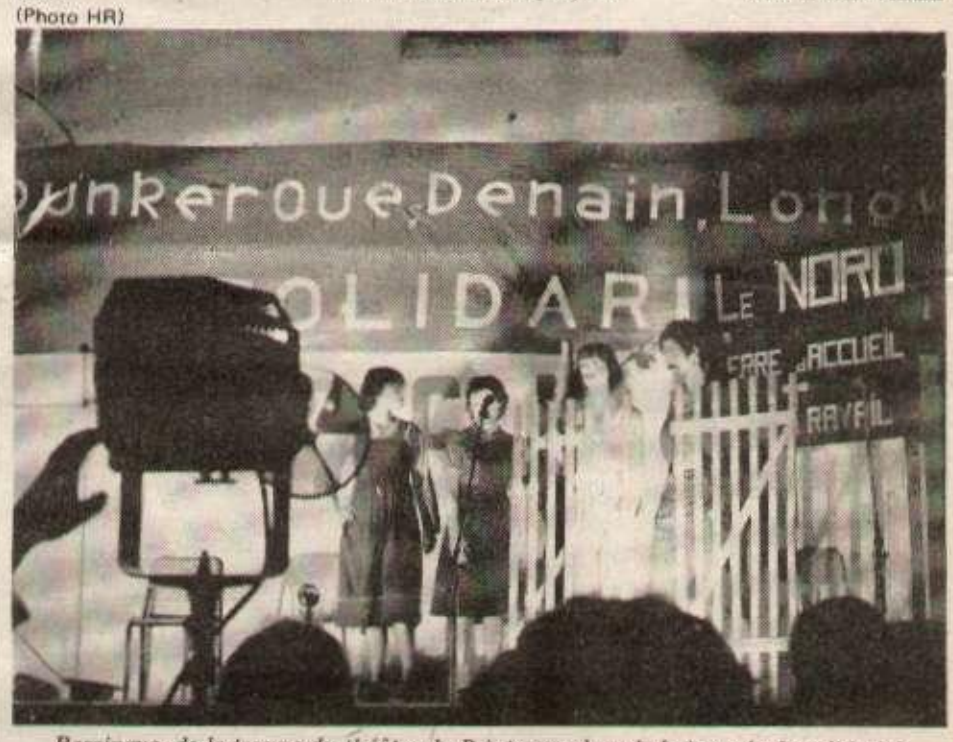
Après une visite à Denain, le Théâtre de la Riposte était de passage à Lille où les accueillait Le Théâtre du Printemps. Rencontre de comédiens dont la démarche est commune, rencontre pourrait-on dire de l'amitié.

Durant deux heures, les deux troupes vont tour à tour présenter des extraits de leur dernier spectacle. Et vraiment on ne peut qu'être frappé par la richesse et le dynamisme de la mise en scène de *Chomeur Circus* : une volonté évidente d'occuper tout l'espace scénique, une succession rapide de scènes mouvementées et de tableaux figés entrecoupés de chants, de pas de danse, de dialogues pleins de vivacité et d'humour. Une démonstration d'une grande clarté : le chômage : la division des travailleurs est causée par « *le maitre de l'illusion* » qui n'est rien d'autre que le capitalisme. Oui, il y a là, on le sent, un grand bonheur de jouer.

Tard dans la soirée, nous retrouvons « Les Gens d'en bas » qui, eux, étaient accueillis par le Théâtre du Prato : « *Nous irons vous rendre visite au Québec disent les uns* ». « *Nous reviendrons vous voir répondent les autres* ». Les comédiens du Nord auront eu ainsi l'occasion d'apprendre auprès des amis québécois et de tisser par delà les mers et les frontières des liens de fraternité.

Rémi DAINVILLE

(Photo HR)



Berzingue, de la troupe du théâtre du Printemps, lors de la journée de solidarité avec les sidérurgistes, organisée à Dunkerque par le PCML.

Du 2 au 28 juillet, au théâtre d'Orsay, quai Anatole France à Paris

Chansons à Orsay

LE théâtre d'Orsay, lieu privilégié du théâtre, animé et dirigé par Renault-Barrault, achève sa saison par un mois de musique, de chanson et de jazz, du 2 au 28 juillet.

Jean Louis Barrault explique ainsi cette intervention de la musique dans son théâtre : « *Les gens de théâtre par delà ce qui est vu, entendu et reçu ont une passion : c'est le rythme, c'est en effet au moment où l'on acquiert du rythme que les spectateurs sont atteints au cœur, la chanson n'est-elle pas la forme la plus séduisante et la plus envoûtante de la poésie de l'existence ? (...)* ».

Chaque soir, trois spectacles différents à 20 h 30 puis 22 h 30 dans la grande salle et 21 h 30 dans la petite salle.

Programme détaillé :
Grande salle à .20 h 30 : Lundi 2 : *Guy Béart avec Madeleine Renault et Jean-Louis Barrault* ; mardi 3 : *Anna Prucnan* ; mercredi 4, jeudi 5 et vendredi 6 : *Graeme Allwright* ; samedi 17 : *Pierre Akendengué* ; lundi 9 : *Toto Bissainthe* ; mardi 10 : *Henri Tachan* ; mercredi 11 : *Paco Ibanez* ; jeudi 12 : *Quilapayun* ; vendredi 13 : *Claude Nougaro* ; samedi 14 : *Colette Magny* ; lundi 16 ; *Earlhines* ; mardi 17 : *Tanai Maria* ; mercredi 18 : *Guy Bedos* ; Jeudi 19 : *Lény Escudero* ; vendredi 20 : *Michel Portal* ; samedi 21 à 18 h 30 et 20 h 30 : *The Chieftain* (folk) ; du lundi 23 au samedi 28 : *Ramon Pitin's odeurs.*
Grande salle 22 h 30 : Du lundi au samedi 21 *Preservation Hall* (jazz New-Orléans).

Du lundi 23 au samedi 28 : *Ramon Pitin's odeurs* à 21 h 30 *au Petit Orsay* ; du lundi 2 au samedi 14 : *Ronny Coutteure* ; lundi 16 et mardi 17 : *Pia Colombo* ; mercredi 18 et jeudi 19 : *Aram* ; vendredi 20 et samedi 21 : *Gilbert Lafaille* ; lundi 23 : *Machin* ; mardi 24 : *Tchouk-nougah* ; mercredi 25 et jeudi 26 : credi 25 et jeudi 26 : *Marie José Vilar* ; vendredi 27 : *Recabarren* ; samedi 28 : *Jacques Emile Deschamps.*

POLITIQUE ET SOCIAL

PROCES DES NATIONALISTES CORSES

L'accusation tournée en dérision

LES audiences de jeudi et vendredi ont presque épuisé l'examen des actions reprochées aux ngt-et-un accusés de ce rocès. A propos de l'atntat visant le relais de tévision de Serra di Pino, l'accusation dit que ela a occasionné deux à rois milliards de centimes e frais. « *Et combien coûe la vie d'un peuple ?* répliqué Mathieu Filidoi, « *Vous croyez que c'est chiffrable ? Vous les inscrirez sur quelle colonne ? Celle des pertes ou des profits ?* »

« *C'est notre langue que l'Etat français a toujours voulu détruire, c'est ce que nous ne pouvons accepter. Vous nous imposez votre langue, votre culture. Les Gaulois, Jeanne d'Arc, ce ne sont pas nos héros* ».

Et Etienne Graziani a cité des extraits du livre du Syndicat national des journalistes, peu suspect de sympathie indépendantiste, intitulé *L'Information baillonnée*, dont un chapître sur l'information en Corse est un véritable réquisitoire contre la politique du pouvoir. Bref, la cour a eu affaire à une argumentation solide.. L'avocat général, chaque jour un peu plus hargneux, faute d'arguments, n'a rien d'autre à lancer que des anathèmes tels « *Terroristes, malfaiteurs, racistes, policiers qui s'érigent en juges et en bourreaux* » envers des patriotes ! C'est du Guignol en vrai !

Anathèmes contre lesquels Maitre Nativi a vertement répliqué : « *L'avocat général n'arrivera pas à faire passer ces hommes* (désignant les accusés) *pour des malfaiteurs* ». Démontrant par les faits que les affirmations de l'accusation étaient grotesques, il a expliqué comment s'est réellement déroulée l'action du relais de télévision, comment le « commando » s'est occupé des gens présents, du bébé, du chien ...pour qu'il n'y ait pas de victimes. Argumentation qui a fait mouche, car, aussitôt, tout le monde a pu voir la cour s'affoler, ouvrant les dossiers et plongeant le nez dans les paperasses, après avoir chaussé ses lunettes en toute hâte.

La Corse transformée en « bronzodrome » comme voudrait la voir se transformer le pouvoir ; les promoteurs immobiliers qui ont pour nom Rothschild, ITT, Trigano, Paribas et beaucoup d'autres ; les patriotes l'ont dénoncé avec force. Un exemple significatif : le projet d'installer dans une partie de l'Ile un complexe touristique de cent mille lits (oui, vous avez bien lu), alors qu'il n'y a que cent vingt mille Corses dans l'Ile.

Une villa qui saute, oui, mais ce qu'il ne faut pas passer sous silence, comme le fait l'avocat général, c'est que le propriétaire n'avait pas le droit de construire dans cet endroit déclaré « site protégé » ! D'autre part, ce beau monsieur était couvert par une assurance qui l'a remboursé intégralement, bien qu'en fait il ait été dans l'illégalité.

On aurait cru voir un sketch de grand comique, lorsque l'avocat général, au nom de la partie civile, lisait après chaque affaire la lettre envoyée à la cour par chaque plaignant. Chacun s'excusait de ne pas pouvoir venir témoigner, étant subitement « malade » et joignant un certificat médical. Pour l'un d'entre eux c'est encore mieux puisqu'il ne vient pas, retenu qu'il est par la Première communion de sa fille !

Comble du gag, même le président de la cour l'a relevé publiquement !

Vendredi fut abordé le cas de deux patriotes, Le Mao et Stuart. En prison depuis plusieurs mois, ils n'ont participé à aucun attentat. Le ministère public les maintient en prison et veut les juger uniquement pour leur appartenance au FNLC ou leur sympathie pour cette organisation. Leur dossier est vide, et pourtant, ils passent devant la Cour de sûreté de l'Etat.

A Etampes, succès de la réunion-conférence de presse du foyer Sonacotra

Correspondant Etampes.

EN grève depuis trois ans, les résidents, à la suite des convocations au tribunal, ont tenu à faire le point sur la situation, invitant la presse locale et la population à une réunion publique. Le point de la situation est le suivant : trois convocations au tribunal pour saisies-arrêts et expulsions. De report en report, le jugement est différé jusqu'au 5 décembre prochain.

Sans considérer cela comme un succés définitif, il n'en reste pas moins que pour le moment, juridiquement, il n'y a pas d'expulsion. C'est ce qui fut expliqué à la salle, réunissant environ deux cents personnes, dont une majorité de résidents.

L'avocate du Comité de coordination a fait aussi le point. Ecoutée attentivement, elle a répondu aux questions. Le comité de résidents a réaffirmé son refus de négocier foyer par foyer comme a tenté de le faire, dernièrement, en vain, le délégué régional de la Sonacotra. Un autre résident a expliqué que la lutte des immigrés faisait partie intégrante de la lutte des travailleurs français. Un membre de la CFDT a bien exprimé quel rôle devait jouer le syndicat dans l'entreprise en direction des travailleurs immigrés. Un montage-diapo introduisit le débat.

Bien sûr, les mesures Barre-Stoléru y furent vigoureusement dénoncées. Nous avons appris que le conseil municipal d'Etampes a voté une motion de soutien au foyer Sonacotra. La réponse du préfet aurait été, dans ses grandes lignes, *ce n'est pas de votre compétence*.

A Etampes, l'unité de tous progresse sur la base de la plate-forme revendicative du Comité de coordination. Car il ne faut pas oublier que c'est grâce à celui-ci, qui est le seul représentant légitime des résidents, que la lutte continue et ira jusqu'à la victoire.

A Etampes, cette ferme politique réalise l'unité des organisations CFDT, CGT, UGTSF, PCML, PSU, PCF, PS.

Rencontre ouvrière de solidarité à Marseille

« L'union fait la force »

Marseille, correspondant.

JEUDI dernier, à l'heure où la chaleur commence à tomber, à l'heure où, comme on dit ici, on prend le frais, les militants du Parti des Bouches-du-Rhône avaient donné rendez-vous à leurs sympathisants, aux travailleurs avec lesquels ils ont lutté cette année.

Le groupe *Octobre* venant de Perpignan, ouvre cette soirée. Les jeunes voix de la chorale *La Prolétarienne* lui succèdent. Les chants traditionnels du mouvement ouvrier alternent avec les créations d'aujourd'hui sur le racisme, le chômage, etc.

Forum : la parole aux travailleurs. Et d'abord, aux camarades venus de Lorraine. Avec des mots simples, ils expliquent comment les licenciements, les restructurations bouleversent la vie de chacun. Les sidérurgistes et leurs familles ne peuvent plus faire de projet, même pour ceux qui ont encore un emploi, la perspective est d'un an ou deux, expliquent-ils. ILs ne cacheront pas non plus la division, l'isolement, le découragement, le bilan que font certains, les projets de lutte pour la rentrée.

Ici, chacun s'est reconnu quand un camarade explique la situation à La Ciotat, on oublie vite les huit cents kilomètres qui nous séparent.

Le forum tournera autour de cette aspiration à l'unité et chacun apportera au micro sa conviction basée sur l'expérience. L'unité, c'est aussi l'unité Français-immigrés que traitera avec force un camarade des foyers Sonacotra de Metz.

Pendant ce temps, au buffet, des camarades confectionnent des sandwichs, au stand de la souscription, les abats-jour de Vitrolles, les flûtes en bois pour enfants des quartiers nord de Marseille font l'admiration de tous, quatre-vingt huit parts de gâteau seront vendues. Vers 9 heures, commence le meeting présidé par le camarade Vandrane. « *L'union fait la force* ».

C'est un camarade cheminot qui explique les graves menaces qui pèsent tant sur sur les travailleurs de la SNCF que sur les usagers. C'est un camarade africain des chantiers de La Ciotat qui dira l'avenir bouché de la construction navale. C'est un travailleur de Naphta chimie qui rappellera la similitude entre le conflit de la Solmer et la lutte qu'ils ont mené il y a deux ans. Le camarade des foyers Sonacotra de Metz secouera un peu l'assistance. Aujourd'hui c'est nous qui sommes visés dira-t-il, mais demain se sera vous. Intervention ensuite pleine d'émotion et de dignité d'un ouvrier immigré délégué CGT à la Somafer (entreprise sous traitante de Solmer) menacé lui même de licenciement. Le racisme il connait : « *Il y aura toujours du racisme* dit-il, *tant qu'existera le capitalisme* ». Puis il retracera les luttes menées à Somafer, les kilomètres parcourus pour aller chercher les gars, les heures, les jours passées à occuper. « *J'ai passer six jours sans quitter l'usine* » dit-il. « *Aujourd'hui*, dit-il, *je suis menacé de licenciement alors que je suis en maladie depuis un mois. J'attends que ma femme soit sortie de l'hôpital pour y rentrer* ». Enfin un camarade du PCRml fera le point après la reprise du travail.

Il revenait au camarade Castan de conclure cette soirée par un vivant appel à l'unité.

MESSAGE DE SOLIDARITÉ ADOPTÉ PAR LA RECONTRE DE SOLIDARITÉ

Les travailleurs réunis le 21 juin à l'appel du PCML apportent leur soutien aux travailleurs de la réparation navale de Marseille et à leurs organisations syndicales pour retrouver leur emploi. Ils demandent la réouverture des entreprises Spat, Ateliers provençaux SAM et Gardella pour la peinture navale.

Correspondant

BLOC-NOTES

Dans le prochain bimensuel

Un dossier sur l'énergie

Le bimensuel No 57 qui sort le 26 juin comprend un dossier complet : *L'Énergie en question*. Bien argumenté, dans l'actualité, ce dossier passionnant pourra être diffusé pendant plusieurs mois. Passez vos commandes à l'administration du journal pour vos commandes supplémentaires.

OPÉRA RÉVOLUTIONNAIRE CORÉEN : « LA JEUNE BOUQUETIERE »

Par la troupe artistique Mansoudaï de Pyong-Yang (République populaire et démocratique de Corée).
Au théâtre des Champs-Élysées. 15, avenue Montaigne. 75008. Tel : 225 29 64.
Les 28-29 juin, 2-3-4-5 juillet à 20 h 30. Le 30 juin à 15 h 30.

L'Humanité Rouge bimensuelle 78 reliée

Dans le cadre d'aide à la souscription, l'administration de l'*Humanité rouge* a relié tous les bimensuels de l'année 1978. Cette collection de 23 numéros peut vous être fournie pour la somme de 50 F au minimum.

Passer dès maintenant vos commandes à l'administration en précisant sur vos règlements : « *Bimensuels reliés de l'année 1978* ».

H. R.

« *L'HOMME A LA RECHERCHE DE SES ORIGINES* »
Un nouvel ouvrage des *Éditions du centenaire*.
Prix : 27 francs aux *Herbes sauvages* et à la *Force du livre*. Par correspondance à E-100 (rajouter 3 F pour port).

PARIS
Une exposition d'affiches palestiniennes

L'Association de solidarité franco-arabe organise du 15 juin au 13 juillet dans ses locaux du 12-14, rue Augereau 75007 Paris, une exposition d'affiches palestiniennes. Ouvert tous les jours de 9 h à 13 h-14h à 18 h et le samedi matin.
Association de solidarité franco-arabe : 12-14, rue Augereau, 75007 Paris. Tél 555-27-52 et 705-81-45 CCP 16 582 14 Paris.

SÉLECTION DE CONCERTS ET FESTIVALS

Imago : 28/6, Marthon. **Léo Ferré** : 26/6, Grenoble ; 27/6, Annecy ; 29/6, Aix-en-Provence. **Djamel Allam** : 23/6, Roubaix ; 24/6, Grigny. **Jean-Louis Mahjun** : 24/6 Quimper. **Gwendal** : 23/6 L'Hay-les-Roses ; 24/6, Amboise. **Claire** : 24/6, Clamecy. **Gilles Servat** : 23/6, Gisors. **Catherine Ribeiro** : 24/6, Nancy. **Michèle Bernard** : 24/6, Montélimard ; 26/6, Valence. **Machin** : 23/6, Saint-Chamond ; 24/6, Lons-le-Saunier ; 30/6, Niort. **Font et Val** : 25/6-20/7, Paris (TDH). **Fête écologique** : (Font et Val, Roger Masson...) 24/6, Beaumont-en-Artois. **Festival Musique Action** : (Archie Shepp, Sugar blue, Machin, Gilles Servat, Diesel...) 30/6/7, Col du Donop (Alsace). **Festival de la Côte d'Opale** : (Weather Report, Sun Râ, Count Basie, Oscar Peterson, Le Procédé, J. L. Mahjun, Albert Marcœur...) 23/6-15/8 (Renseignements Office culturel régional : (20) 528 281.

Pour adhérer au PCML ou rencontrer ses militants.

Retourner ce bulletin à l'Humanité rouge, boite postale 201 - 75926 Paris Cédex 19.
Nom . . . . . Prénom . . . . . .
Profession . . . . . .
Entreprise . . . . . .
Adresse complète . . . . . .

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier · International : Annie Brunel
L'Humanité rouge - Pour toute correspondance :
B.P. 201 – 75926 Paris cedex 19
CCP : 30 226-72 D La Source
Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Drulhe
Commission paritaire No 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépôt légal 2ème trimestre 1979

40 MILLIONS POUR FIN JUIN

REGION PARISIENNE

Journée de soutien à l'Humanité rouge

(Photos HR)

LA fête de soutien à l'*Humanité rouge* de Brétigny-sur-Orge malgré un temps peu favorable a connu un réel succès. Dans une ambiance de fraternité créant la joie et l'esprit de lutte, les militants, venus nombreux, et les visiteurs également nombreux, se sont livrés à de multiples activités. Le tournoi de football, gagné par l'équipe péruvienne, s'est constamment déroulé sous le signe de l'amitié et du sport. L'équipe la plus remarquée avec celle du Pérou, fut celle des Guadeloupéens, Martiniquais et Guyanais. Les stands avaient été montés par les Comités de Parti de Paris et de la région parisienne, ainsi que par les organisations anti-impérialistes de différents peuples : Érythrée, Pérou, Palestine (AMFP), etc.

Aux heures des repas, les plats cuisinés suivant des recettes des quatre coins du monde connurent le succès. Ailleurs, livres neufs et d'occasion, photographies, posters, objets divers vêtements de toutes sortes, y compris de magnifiques gandhouras neuves rapportées d'Algérie furent vendues au profit de la souscription.

Est-il besoin d'ajouter que l'ensemble de ces activités fut indissociable de nos luttes politiques comme en témoignaient les nombreux panneaux dressés par nos camarades et par les militants des organisations présentes, y compris les handicapés civils ? Partout, les discussions allaient bon train. Parmi les visiteurs, se trouvaient des adhérents du Parti communiste français, du Parti socialiste et nombre de militants syndicalistes venus pour faire connaissance avec notre Parti et son journal.

Les photographies que nous publions dans cette page témoignent du succès encore modeste, mais non moins réel, de cette fête de soutien régionale à l'*Humanité rouge*.

La soirée s'est achevée dans la joie par un bal populaire.

Discussion autour du stand du comité de Parti Eugène Varlin.

Braderie : des gandhouras neuves venues tout droit d'Algérie.

Les Comités de Parti de la région parisienne avaient préparé des plats de tous les pays.

A la fête : le tiers monde, ses luttes, ses chants, sa culture. Ici, une chanteuse et danseuse péruvienne.